



**OPERATION : Réaménagement partiel de l'Ecole nationale supérieure
de création industrielle (ENSCI – Phase 1) – 48 rue Saint-Sabin à Paris
11ème**

REGLEMENT de la CONSULTATION

- R.C. -

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE OUVERT

Objet : Travaux de réaménagement partiel de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle (ENSCI
– Phase 1) – 48 rue Saint-Sabin à Paris 11ème

Remise des offres fixée au *jeudi 4 février 2021 à 12h00*

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - MODE DE LA CONSULTATION	4
2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	4
2.3 - COMPLEMENTS AU C.C.T.P.	4
2.4 - VARIANTES	4
2.5 - DELAIS D'EXECUTION	5
2.6 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.8 - CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	5
ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
3.1 – COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
3.2 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
4.1 - CRITÈRES DE JUGEMENT	9
4.2 - UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT	10
4.3 - NEGOCIATIONS	11
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	12
6.1 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	12
6.2 - VISITE DES LIEUX	12

REGLEMENT de la CONSULTATION

PREAMBULE

Pour cette consultation, les candidats doivent obligatoirement transmettre leur offre sous la forme dématérialisée (et non plus par voie papier) uniquement sur le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une copie de sauvegarde présentée sur support physique électronique (CD-Rom ou clé USB ou support papier) peut être envoyée dans les mêmes délais par voie postale ou remise contre récépissé en main propre.

Les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».
Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente opération concerne le réaménagement partiel de l'Ecole nationale supérieure de la création industrielle (ENSCI – Phase 1) – 48 rue Saint-Sabin à Paris 11^{ème}.

Les travaux de l'opération allotis de la manière suivante :

Lot 01 – Installations de chantier / Déconstruction / Curage / Désamiantage / Gros-œuvre / VRD / Couverture zinc

Lot 02 – Menuiseries extérieures / Métallerie / Serrurerie / Bardage

Lot 03 – Menuiseries intérieures / Cloisons sèches / Plafonds / Revêtements de sols / Peinture / Nettoyage

Lot 04 – CVC / Plomberie

Lot 05 – Electricité courants forts et courants faibles / SSI

Lot 06 – Ascenseur

L'ENSCI est un établissement d'enseignement.

Les travaux auront lieu en site occupé, hors période de fermeture estivale précisée au calendrier prévisionnel de l'opération.

Le cas échéant, les candidats peuvent soumissionner sous forme de groupement d'entreprises solidaire ou conjoint, en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-24, R. 2142-26 et R. 2142-27 du Code de la commande publique. Toutefois, conformément à l'article R. 2142-22 alinéa 1 du Code de la commande publique, le groupement attributaire du marché devra revêtir la forme de groupement solidaire.

La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la nature allotie des prestations et de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Les candidats peuvent candidater à un ou plusieurs lots.

Ils ne sont autorisés à présenter qu'une seule candidature et offre par lot, soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un groupement, sous peine de rejet de leur candidature.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - MODE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

2.2.1 - Décomposition en tranches

Sans objet.

2.2.2 - Décomposition en lots

Les travaux de l'opération allotis de la manière suivante :

Lot 01 – Installations de chantier / Déconstruction / Curage / Désamiantage / Gros-œuvre / VRD / Couverture zinc

Lot 02 – Menuiseries extérieures / Métallerie / Serrurerie / Bardage

Lot 03 – Menuiseries intérieures / Cloisons sèches / Plafonds / Revêtements de sols / Peinture / Nettoyage

Lot 04 – CVC / Plomberie

Lot 05 – Electricité courants forts et courants faibles / SSI

Lot 06 – Ascenseur

2.3 - COMPLEMENTS AU C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2.4 - VARIANTES

Variantes imposées (anciennement appelées « options ») :

L'opération comporte les 8 variantes imposées suivantes :

- Variante imposée n° 1 : Mise en place d'un monte-charge non accompagné 1500 kg (lots 01, 02, 05 et 06) ;
- Variante imposée n° 2 : Mise en place d'une potence murale de levage 1000 kg (lots 01, 02 et 05) ;
- Variante imposée n° 3 : Mise en place de panneaux PMMA dans l'atelier métal (lot 03) ;
- Variante imposée n° 4 : Raftichissement air hygiénique depuis les CTA DF (lots 04 et 05) ;
- Variante imposée n° 5 : Comptage des personnes par caméra (lot 05) ;
- Variante imposée n° 6 : Fourniture des éclairages (lot 05) ;
- Variante imposée n° 7 : Moins-value, fourniture des plantations par Les Jardins de Gally dans le cadre d'un mécénat (lot 01) ;
- Variante imposée n° 8 : Fourniture et pose de stores extérieurs sur les fenêtres des ateliers textiles (lot 02).

Le choix éventuel sur les variantes imposées s'effectuera au moment de l'analyse des offres. Celles-ci seront intégrées au marché avant sa notification.

Variantes libres (variante classique à l'initiative du candidat) :

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

2.5 - DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement, et ne peuvent en aucun cas être changées.

2.6 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard **6** jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à l'article 1 de l'acte d'engagement.

2.8 - CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Sans objet.

ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 – COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le DCE se compose des pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes

Annexe 1	Demande d'acceptation des sous-traitants (DC4)
Annexe 2	Répartition par lot des variantes imposées obligatoires

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun à l'ensemble des lots et ses annexes

Annexe 1	Calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux
Annexe 2	Plan général de coordination en matière de santé et de sécurité (PGCSPS)
Annexe 3	Rapport initial du contrôle technique (RICT)
Annexe 4	Cahier des charges fonctionnel SSI (CCF SSI) et plans de zoning
Annexe 5	Notice d'organisation du chantier (NOC)
Annexe 6	Plans d'installations de chantier (PIC)
Annexe 7	Rapports de diagnostics amiante et plomb avant travaux
Annexe 8	Système informatique de gestion financière des marchés de travaux (Ediflex)

- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propres à chaque lot

- Le Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.) et ses annexes

Annexe 1	Lettre aux entrepreneurs
Annexe 2	Relevé des réseaux enterrés – Cour N. Appert
Annexe 3	Rapport de reconnaissances structurelles et géotechniques (G5 + G2-AVP)
Annexe 4	Tableau des portes

- **Le dossier de notices du maître d'œuvre**
- **Le dossier graphique du maître d'œuvre**
- **Les décompositions du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) propres à chaque lot**
- **Sous détails de prix d'unité**

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'OPPIC :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

3.2 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats ont à produire un dossier comprenant une candidature et une offre. Elles seront entièrement rédigées en langue française.

3.2.1 - Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Les documents à produire à l'appui des candidatures par les candidats sont les suivants :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.
- Formulaire Dc1, Lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2).
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2)
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin (documents à fournir en annexe du formulaire DC2)
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2)

- Certificats de qualifications professionnelles (documents à fournir en annexe du formulaire DC2). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

Lot 01 – Installations de chantier / Déconstruction / Curage / Désamiantage / Gros-œuvre / VRD / Couverture zinc	Qualibat 1112 et 1552 Qualibat 1111, 1231, 1311, 1321, 1341, 2111, 2411 Qualibat 3152 et/ou références équivalentes sur chantier de moins de 3 années
Lot 02 – Menuiseries extérieures / Métallerie / Serrurerie / Bardage	Qualibat 3531 et 4411 Qualibat 3811 et/ou références équivalentes sur chantier de moins de 3 années
Lot 03 – Menuiseries intérieures / Cloisons sèches / Plafonds / Revêtements de sols / Peinture / Nettoyage	Qualibat 4312 Qualibat 4131 Qualibat 6311 et 6241 Qualibat 6111 et/ou références équivalentes sur chantier de moins de 3 années
Lot 04 – CVC / Plomberie	Qualibat 5312 Qualibat 5113 et/ou références équivalentes sur chantier de moins de 3 années
Lot 05 – Electricité courants forts et courants faibles / SSI	Qualifelec MGTI Classe 3 CM Qualifelec LCPT Classe 3 CM et/ou références équivalentes sur chantier de moins de 3 années
Lot 06 – Ascenseur	Références équivalentes sur chantier de moins de 3 années

Le candidat devra également présenter son aptitude à conduire et à réaliser une évaluation technique ou à justifier des performances conformément aux éventuelles demandes du Contrôleur technique. Le candidat précisera notamment s'il dispose d'un bureau d'étude interne, et présentera la qualification professionnelle et l'expérience des membres composant le bureau d'études – dans le cas où l'entreprise ne dispose pas d'un bureau d'étude intégré, l'identification, qualification et expérience du bureau d'étude externe seront présentés.

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un **DUME** (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#) (en lieu et place des documents mentionnés au 3.2.1).

Le DUME électronique peut être rempli sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
Le DUME doit être rédigé en français.

Avertissement

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit à l'acheteur les documents administratifs ci-après (s'il ne les a pas déjà fournis à l'appui de sa candidature), dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de la demande de l'acheteur :

- une attestation conforme aux exigences et conditions fixées par le CCAP (article assurances) ;
- afin de démontrer qu'il ne rentre pas dans les interdictions de soumissionner obligatoires et générales listées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique, les documents prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

3.2.2 - Projet de marché

- Un acte d'engagement (A.E.) pour le lot concerné complété, suivant document joint au DCE ;

Seul l'attributaire du marché devra signer son acte d'engagement.

Pour les sous-traitants désignés au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P., ils doivent le préciser à l'article 6 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) du lot concerné, suivant le cadre imposé, complétée en prix et quantités ;

La DPGF complétée sera remise dans l'offre du candidat sous formats « .pdf » **et** « .xls ».

Les candidats devront effectuer toutes les vérifications, y compris la vérification des quantités pré-renseignées le cas échéant, et apporter toute précision qu'ils jugeront nécessaire à ce cadre. Le ou les prix proposés devront comporter tout ce qui concerne le complet achèvement des prestations.

- Un mémoire méthodologique et technique ;

Le mémoire méthodologique et technique devra contenir les éléments suivants :

- Le détail de l'organisation et des méthodes mises en place, au regard des spécificités de l'opération et des contraintes du site et de ses abords ;
- Le détail des moyens humains et matériels mis en place pour ce chantier ;
- Le détail des produits et équipements prévus, fiches techniques à fournir en annexe au mémoire ;
- Proposition de planning en considération du calendrier prévisionnel d'exécution joint au DCE ;
- Confirmation de la prise en compte du PGCSPS et du guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus SARS-CoV-2 (dernière version du guide de l'OPPBTP en vigueur) ;
- Toutes remarques permettant d'apprécier la bonne appréhension par le candidat des spécificités de l'opération et du site.

Le mémoire du candidat ne devra pas excéder 15 pages hors annexes.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 4.1.2 du présent Règlement de la Consultation.

La visite des lieux est obligatoire dans le cadre de la présente consultation, sous peine de rejet de l'offre pour non-conformité (cf. article 6.2 du présent règlement de la consultation).

Un registre de présence sera tenu par le pouvoir adjudicateur lors de la visite.

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 - CRITÈRES DE JUGEMENT

4.1.1 - Critère de jugement des candidatures

Sur la base des justifications remises, la liste des candidats déclarés recevables sera établie en tenant compte de la pertinence des références ainsi que des garanties professionnelles et financières présentées. Des niveaux minimaux sont exigés à l'article 3.2.1.

Régularisation des candidatures :

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, la personne publique pourra demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidatures, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique. Cette régularisation des candidatures sera effectuée dans un délai approprié fixé par la personne publique.

Or, si à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les opérateurs économiques n'ont toujours pas produit les documents demandés, ou si la personne publique décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

4.1.2 – Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions suivantes :

Concernant les critères permettant de juger de l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères et sous-critères énoncés ci-dessous avec leur pondération (exprimée en points).

La note finale sera exprimée sur 100 points, répartis de la manière suivante :

1 – La valeur financière, notée sur 40

L'offre financière conforme la plus basse se verra affecter la note maximale. Les autres propositions seront notées par rapport à cette offre selon la formule suivante :

Note de l'offre étudiée = (Montant de l'offre la moins-disante / Montant de l'offre étudiée) * 40 points

2 – La valeur technique, notée sur 60, selon mémoire du candidat

- a) - 1^{er} sous critère, noté sur 15 : Qualité de l'organisation et des méthodes mises en place, au regard des spécificités de l'opération, des contraintes du site et de ses abords et des contraintes liées à l'épidémie de Covid-19 ;

- b) - 2^{ème} sous-critère, noté sur 15 : Adéquation des moyens humains et matériels mis en place pour ce chantier ;
- c) - 3^{ème} sous-critère, noté sur 15 : Adéquation des fiches techniques des produits et équipements prévus ;
- d) - 4^{ème} sous-critère, noté sur 15 : Adéquation du planning proposé en considération du calendrier prévisionnel d'exécution joint au DCE.

Afin qu'une notation homogène des candidats soit possible, les éléments correspondant aux critères et sous-critères devront être intégrés dans le cadre de mémoire méthodologique et technique proposé.

Variantes libres (variante classique à l'initiative du candidat) :

Les variantes classiques à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

Variantes imposées (anciennement appelées « options ») :

Il est rappelé que le choix sur la variante retenue s'effectuera au moment de l'analyse des offres selon l'intérêt technique et financier présenté. Les offres seront jugées en tenant compte de la sélection ou de la non-sélection de la variante.

Classement final

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales résultant des notes attribuées à la valeur technique et au prix pondérés des coefficients indiqués.

Examen des offres :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et les autres montants seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée car non cohérente.

Régularisation des offres :

En vertu de l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, et dans le cas où des négociations ne sont pas menées avec les candidats, la personne publique se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié, dans le cas où les offres n'ont pas été jugées comme anormalement basses.

Lorsqu'elle use de cette faculté, la régularisation des offres n'a pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques des offres.

A défaut, les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables sont éliminées.

4.2 - UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT

Les candidats sont informés que la personne publique souhaite conclure le marché en EURO.

Les modalités de règlement sont définies à l'article 3 du C.C.A.P.

4.3 - NEGOCIATIONS

En application de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen des offres, des négociations avec les candidats pourront avoir lieu. Elles seront conduites dans de strictes conditions d'égalité. Les négociations pourront avoir pour objet de permettre aux candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables de les rendre régulières ou acceptables, dans le cas où ces offres n'ont pas été considérées comme anormalement basses.

Les candidats pourront être invités par le représentant du pouvoir adjudicateur à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles au cahier des charges. Au terme de ces négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne un attributaire à titre provisoire. Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat s'il ne produit pas dans le délai imparti à l'article 3.2.1 (« Avertissement ») les documents visés à ce même article.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et offres seront obligatoirement remises par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une assistance en ligne y est accessible.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant ne seront pas retenus.

Prérequis : les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation susmentionnée.

Le dépôt du pli électronique de réponse à la présente consultation n'est possible que si le candidat s'est inscrit sur la plateforme de l'OPPIC (profil acheteur PLACE), après avoir créé un compte entreprise (renseignements demandés : notamment SIRET, mail, entreprise...).

Ce compte pourra servir pour toutes les phases d'échanges avec les candidats.

Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;

- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;

- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 500 mégas octets) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

En complément de l'offre sur la plateforme PLACE, les candidats pourront éventuellement transmettre une copie de sauvegarde comme mentionné au préambule dans les mêmes délais que la remise de l'offre. L'enveloppe intérieure contiendra une copie de sauvegarde et indiquera le nom du candidat et le nom de l'opération.

L'enveloppe extérieure portera impérativement la mention :

« Réaménagement partiel de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle (ENSCI – Phase 1) / MAPA ouvert – Copie de sauvegarde – **NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER** »

OPPIC
Département des marchés et des affaires juridiques
30 rue du Château-des-Rentiers
CS 61336
75647 Paris Cedex 13

Ou remis contre récépissé à la même adresse, bureau 358 3^{ème} étage de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h30 du lundi au jeudi et de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16 heures le vendredi.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

La notification du marché au titulaire se fera par le profil acheteur de l'OPPIC, la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le titulaire recevra un lien actif/hypertexte lui permettant d'accuser réception du message de notification de son marché sur la plateforme PLACE. Il sera invité à cliquer sur ce lien pour que la plateforme prenne en compte la notification.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

6.1 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs questions sur la plateforme PLACE, au plus tard **10** jours calendaires avant la date et l'heure limites de remise des offres.

Les renseignements complémentaires portant sur le cahier des charges seront communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur, via la plateforme de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), au plus tard **6** jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

6.2 - VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est obligatoire sous peine de rejet de l'offre pour non-conformité.

La visite de site obligatoire pourra être réalisée à l'une des deux dates suivantes :

- Mardi 12 janvier 2021 à 9h30,
- Jeudi 14 janvier 2021 à 9h30.

Les candidats devront s'inscrire au préalable, au plus tard 48h avant la visite, par courriel aux adresses suivantes :

s.drujon@oppic.fr ; r.gerard@oppic.fr ; h.lacaze@oppic.fr

Un registre de présence sera tenu par le pouvoir adjudicateur lors de la visite.

Un nombre maximum de participants par entreprise pourra être défini au moment de l'inscription à la visite.

ANNEXE AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Répartition par lot des variantes imposées obligatoires

Rappel des variantes imposées (anciennement appelées « options ») :

- Variante imposée n° 1 : Mise en place d'un monte-charge non accompagné 1500 kg ;
- Variante imposée n° 2 : Mise en place d'une potence murale de levage 1000 kg ;
- Variante imposée n° 3 : Mise en place de panneaux PMMA dans l'atelier métal ;
- Variante imposée n° 4 : Rafranchissement air hygiénique depuis les CTA DF ;
- Variante imposée n° 5 : Comptage des personnes par caméra ;
- Variante imposée n° 6 : Fourniture des éclairages ;
- Variante imposée n° 7 : Moins-value, fourniture des plantations par **Les Jardins de Gally** dans le cadre d'un mécénat ;
- Variante imposée n° 8 : Fourniture et pose de stores extérieurs sur les fenêtres des ateliers textiles.

	Variante imposée n° 1	Variante imposée n° 2	Variante imposée n° 3	Variante imposée n° 4	Variante imposée n° 5	Variante imposée n° 6	Variante imposée n° 7	Variante imposée n° 8
LOT 01 DECONSTRUCTION - CURAGE - DESAMIANPAGE - GROS OEUVRE - VRD - COUVERTURE ZINC	X	X					X	
LOT 02 MENUISERIES EXTERIEURES - METALLERIE - SERRURERIE - BARDAGE	X	X						X
LOT 03 MENUISERIES INTERIEURES - CLOISONS SECHES - PLAFONDS - RETEMENT DE SOLS DURS ET COULES - PEINTURE - NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE			X					
LOT 04 CVC - PLOMBERIE				X				
LOT 05 ELECTRICITE COURANTS FORTS & COURANTS FAIBLES - SSI	X	X		X	X	X		
LOT 06 ASCENSEUR	X							